

Si des policiers qui suivent un casseur ne l'empêchent pas de casser, c'est forcément que ça arrange Macron

écrit par Christine Tasin | 11 février 2019



Ce n'est tout simplement pas possible... tu dis ça à un cheval de bois, il te donne un coup de pied.

Le gars sort son marteau, attaque la vitrine... les policiers sont là, à côté... ils le regardent faire. Ils ne s'opposent pas aux dégradations, ils n'appellent pas à l'aide...

Il continue son petit bonhomme de chemin, il va même incendier un véhicule Sentinelle...

Ils vont le suivre pendant 4 heures, le regardant faire des millions d'euros de dégâts, sans rien faire.

Mais ils ont des excuses : il y aurait eu autour de nombreux manifestants hostiles... Mais pas de CRS dans le coin ? Pas de robocops chers à Castaner, vraiment ? Mieux encore, les policiers auraient laissé faire, de peur de déclencher une émeute. Imaginons que des militants de Génération identitaire aient été présents, et qu'ils aient voulu arrêter le casseur en question. Eux auraient été interceptés, arrêtés, plainte

contre eux déposée, et les policiers n'auraient pas eu peur des réactions de leurs amis, ils les auraient embarqués sans état d'âme, trop heureux de laisser le gauchiste casseur continuer.

Deux poids-deux mesures. Il est clair que le pouvoir macronien ne veut surtout pas arrêter (dans les deux sens du terme) les gauchistes, les casseurs. Ils espèrent qu'il y en aura toujours plus, afin de discréditer le mouvement des GJ auxquels ils assimilent les petites frappes anti-France.

Comme le dit fort bien le jeune GJ Thibault, comment se fait-il que les black blocs et autres antifas arrivent avec des marteaux, du matériel de fou et ne soient pas contrôlés, eux ?

Il n'y a pas d'autre explication que le fait que Castaner laisse exprès passer les casseurs avec leurs sacs, leurs lunettes et masques pour mettre sur le dos des honnêtes GJ leurs exactions et faire d'une pierre deux coups. Stigmatiser les GJ, leur faire peur, et permettre à l'extrême-gauche de récupérer le mouvement, pour le plus grand bien de Macron.

Suivi par la police pendant des heures, un casseur armé et connu de la justice dégrade à foison

Un homme de 25 ans est soupçonné d'avoir incendié un véhicule militaire à Paris, lors de l'acte 13 des Gilets jaunes. Ayant repéré l'individu en début de manifestation, la police aurait pourtant donné l'ordre de différer son interpellation.

Dans un article publié ce 10 février, [Le Parisien](#) explique avoir pris connaissance d'un rapport de police qui confirme que Thomas P., l'homme soupçonné d'avoir [brûlé un fourgon militaire de l'opération Sentinelle aux abords de la Tour Eiffel en fin d'après-midi lors de l'acte 13 des Gilets jaunes](#), était suivi par la police depuis le début de la manifestation.

«Vers 14 heures, il se trouve au boulevard Saint-Michel. Gilet jaune enfilé sur une tenue entièrement noire, le suspect porte un masque et des lunettes de protections à élastiques rouges qui lui cachent le visage» rapporte ainsi le quotidien de la

capitale, confirmant par ailleurs que l'individu est armé : «Il sort un marteau de son sac à dos et s'attaque aux vitres d'une banque Bred.»

Usage de marteau et de pied de biche, saccages, incendies...

Dégradation d'une devanture en marbre «pour constituer des projectiles qu'il lance ensuite sur les forces de l'ordre», destruction de caméras de surveillance, attaque d'une voiture de police avec du matériel urbain, vol d'ordinateur dans une agence Allianz, usage de marteau et de pied de biche, jets de trottinettes électriques, saccage d'une agence BNP et d'une concession Renault, incendie de la Porsche du chef cuisinier Christian Etchebest... Selon Le Parisien, le coût des dégradations commises par Thomas P. en ce doux après-midi de février, se chiffrent ainsi à des dizaines de milliers d'euros «en quatre heures».

Il enlève régulièrement son gilet jaune lorsqu'il commet des dégradations afin de se fondre dans la masse.

En outre, au vu de certains extraits du rapport, on apprend que les forces de l'ordre ont décidé de «différer» à plusieurs reprises l'interpellation de l'homme de 25 ans, évoquant «la présence hostile de très nombreux manifestants» autour de lui. «Disons qu'il enlève régulièrement son gilet jaune lorsqu'il commet des dégradations afin de se fondre dans la masse» précise un autre extrait. «Préférant ne pas prendre le risque de déclencher une émeute, les policiers renoncent à intervenir à plusieurs reprises et filment ses agissements» confirme le quotidien de la capitale.

Interpellé à 17h55 (après l'incendie du fourgon militaire, donc) par des policiers en civil, dans le 8e arrondissement de Paris, l'homme aurait d'abord d'abord donné une fausse identité. Toutefois, connu de la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) pour son appartenance à la mouvance anarcho-autonome, et connu de la justice pour dégradations, Thomas P. a été placé en garde à vue au commissariat du 13e arrondissement.

A l'image du parcours de Thomas P., le treizième acte de mobilisation des Gilets jaunes a, entre autres, été marqué par l'importante présence et la visibilité des black blocs, ces derniers ayant réussi à commettre une série de dégradations, notamment sur le parcours de la manifestation parisienne.

Des incidents qui, outre la réprobation de nombre de Gilets jaunes, ont été dénoncés par les membres de l'exécutif.

<https://francais.rt.com/france/59008-acte-13-gilets-jaunes-suivi-par-police-pendant-heures-casseur-arme-connu-justice-degrade-foison>

